

ENQUÊTE Dans les trois prochains mois

Consommation : les cadres prévoient une hausse de leurs dépenses



Une enquête portant sur un échantillon de 80 cadres des secteurs public et privé, et visant à cerner la tendance de la consommation au cours des trois prochains mois, indique que moins du tiers (29 %) des personnes interrogées s'attendent à une amélioration de leur situation financière alors que la grande majorité (80 %) estime que la part des dépenses de consommation dans le revenu mensuel va augmenter.

Réalisée par le cabinet PluriConseil du 23 au 26 juillet 2007, l'enquête a couvert des salariés (ceux touchant entre Rs 30 000 et Rs 100 000 par mois) de divers secteurs dont 20 % dans le service public, 30 % dans les services financiers et professionnels, 25 % dans le secteur commercial et hôtelier et 25 % dans les autres secteurs d'activités. Elle fait voir que 42 % des personnes interrogées prévoient que leur situation financière va rester stable au cours des trois prochains mois et que 29 % de cadres estiment, pour leur part, qu'elle va soit s'améliorer soit se détériorer. Il faut, cependant, souligner que la situation financière se détériore surtout pour les cadres du secteur public (44 %) par rapport à ceux du secteur privé (25 %). Les cadres, qui voient leur situation progresser, opèrent principalement dans les services financiers et professionnels (41 %).

À une question portant sur la part des dépenses de consommation dans le revenu mensuel, quatre répondants sur cinq affirment que ces dépenses vont prendre l'ascenseur. Ils sont plus ou moins au même niveau (81 % dans le secteur public et 80 % dans le secteur privé) à entrevoir une hausse de leurs dépenses de consommation. Selon les résultats de l'enquête, aucun cadre des secteurs commercial, hôtelier et des services financiers ne s'attend à une baisse de ses dépenses.

Sous un autre volet de l'enquête concernant le volume des dépenses à prix constants, on observe que sept cadres sur dix pensent qu'ils ne vont pas augmenter leurs dépenses sur les produits alimentaires et boissons non alcoolisées même si les prix ne changent pas. Ils sont 68 % et 75 % de cadres masculins et féminins respectivement à donner cette réponse. Par contre, on note que les cadres sont plus enclins à augmenter leurs dépenses dans les biens durables : 43 % au total répartis comme : 50 % dans le secteur public et 41 % dans le secteur privé. Les cadres qui vont définitivement accroître leurs dépenses en biens durables se trouvent principalement dans les secteurs commercial et hôtelier (60 %) et les services financiers et professionnels (50 %).

S'agissant du financement de nouvelles dépenses, ils sont 74 % à signaler qu'il n'y aura aucun recours à un crédit à la consommation. Chez les hommes comme chez les femmes, le " Non " l'emporte largement (75 %). Quant au rapport qualité-prix, la quasi-totalité des répondants (98 %) disent ne pas rechercher la meilleure qualité des produits ni le prix le plus bas mais qu'ils sont plutôt pour le meilleur rapport qualité-prix.

Analysant les résultats de l'enquête, PluriConseil remarque, entre autres : a) que l'épargne des salariés touchant entre Rs 30 000 et Rs 100 000 est en train d'être grignotée par les hausses de prix, b) que les femmes sont " un peu plus conscientes " de la nécessité d'épargner que les hommes, c) que les cadres du secteur public sont les plus vulnérables à l'inflation dans la mesure où ils reçoivent un salaire fixe, d) que la hausse des prix du carburant va rogner le budget des cadres, e) que l'inflation frappe si fort les produits alimentaires que les cadres ne pensent pas accroître leur consommation même si les prix demeurent constants, f) que le relèvement du taux d'intérêt à l'emprunt n'encourage pas les cadres à s'endetter pour faire de nouvelles dépenses, g) que malgré le niveau de leur salaire, les cadres ne cherchent pas à vivre au-dessus de leurs moyens, h) que les cadres ne sont pas attirés par la très haute gamme mais plutôt par le moyen et haut de gamme.

PluriConseil fait ressortir, par ailleurs, que la consommation des ménages compte pour 71,6 % du Produit Intérieur Brut (PIB) en 2007 contre 59,6 % en 2001. Sa croissance réelle tend à se modérer, passant de 7,8 % en 2004 à 7,3 % en 2005, puis à 5,9 % en 2006 et à 4,5 % en 2007.